

# Lundi Finance

## BB-

L'AGENCE DE NOTATION S & P a relevé d'un cran la note de la dette à long terme de la Turquie, à BB- contre B+ auparavant, saluant les progrès économiques réalisés grâce à «la politique monétaire stricte de la banque centrale».

DAVID LAMMY

SECRÉTAIRE D'ÉTAT BRITANNIQUE  
AUX AFFAIRES ÉTRANGÈRES

Le chef de la diplomatie entamait hier une visite au Nigeria et en Afrique du Sud, axée sur la coopération économique, où il va plaider pour une «nouvelle approche» dans les relations entre Londres et ses partenaires africains.



## 850 millions

LE CONGLOMÉRAT INDIEN ADANI a réduit de moitié l'électricité qu'il fournit au Bangladesh en raison de 850 millions de dollars (739 millions de francs) d'impayés, ont indiqué hier des responsables du secteur de l'électricité, Dacca s'efforçant de booster sa production pour éviter les coupures de courant.

SMI  
11 967,20  
+0,48%



Dollar/franc

0,8599



Euro/franc

0,9357



Euro Stoxx 50  
4877,75  
+1,04%



Euro/dollar

1,0827



Livre st./franc

1,1111



FTSE 100  
8177,15  
+0,83%



Baril Brent/dollar

73,10



Once d'or/dollar

2736,49



## La dette américaine, condamnée à augmenter

**CAISSES** Ni Kamala Harris ni Donald Trump ne comptent réduire le déficit des Etats-Unis ou lutter contre l'accroissement de la dette. Mais il faut voir au-delà de l'astronomique chiffre de 38 000 milliards de dollars et analyser les dynamiques de ce chiffre

SÉBASTIEN RUCHE  
@sebruchu

Aucun des deux candidats à la présidence américaine ne souhaite réduire le déficit américain ni la dette du pays. Quelle que soit l'issue du scrutin de ce 5 novembre, la première économie mondiale va de toute évidence continuer à s'endetter. Les chiffres atteignent des sommets qui effraient les observateurs: en plus d'un déficit de l'ordre de 6% cette année, la dette américaine est passée de 55% du PIB en 2000 à 123% l'an dernier. Et pourrait représenter 192% de la production annuelle dans trente ans si les politiques actuelles se poursuivent, selon le Bureau du budget du Congrès américain. Cette tendance est-elle soutenable? Jusqu'à quand le gouvernement américain arrivera-t-il à se financer? Quels sont les risques pour l'économie américaine et le reste du monde?

**«Les Etats-Unis ont clairement décidé d'investir en s'endettant»**

SAMY CHAAR, LOMBARD ODIER

Près de 38 000 milliards de dollars: c'est le montant de la dette américaine au moment de la rédaction de cet article. C'est plus de 40 fois le PIB suisse et ce montant progresse d'environ 100 000 dollars toutes les trois secondes, selon des sites comme Usdebtclock.com, qui retracent son évolution en direct. Mais se focaliser sur la somme brute est réducteur et empêche d'analyser la mécanique de la dette, avance Samy Chaar, de Lombard Odier: «Il faut tout d'abord observer

l'usage qui est fait de cette dette. Les Etats-Unis ont clairement décidé d'investir en s'endettant, notamment à travers des programmes comme l'Inflation Reduction Act ou Chips for America. Sans dette, pas d'investissement».

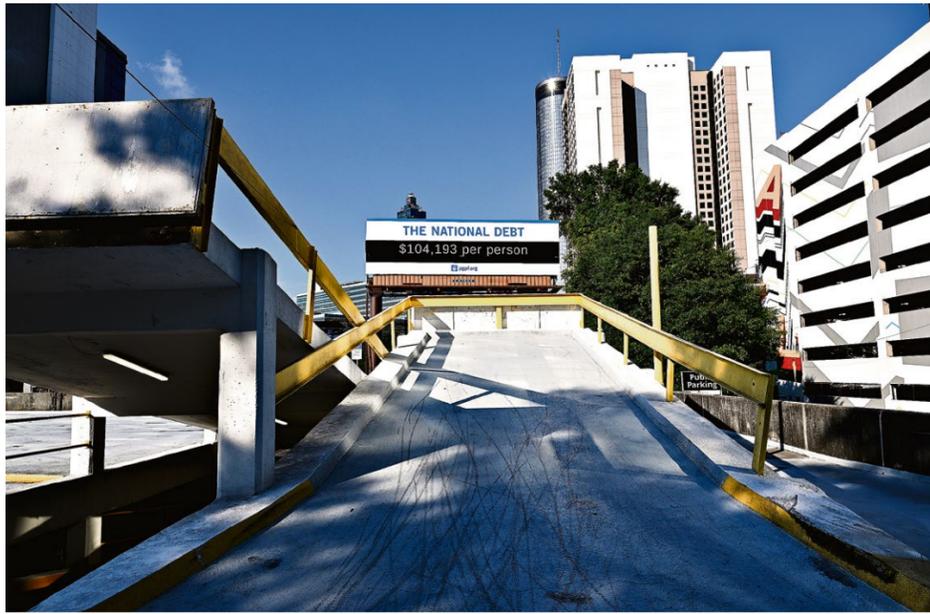
**Colossale mais soutenable**

Vient ensuite la question de la soutenabilité de la dette. Le 12 septembre, le Trésor américain a annoncé que les intérêts ont pour la première fois dépassé les 1000 milliards de dollars depuis le début de l'année. La faute à des taux d'intérêt au plus haut depuis vingt-trois ans et un facteur déterminant dans le creusement du déficit public, proche de 2000 milliards pour l'année. D'ici à 2028, plus de 60% du déficit fédéral américain pourrait être consacré à rembourser les intérêts de la dette.

«Là encore, c'est à comparer avec les revenus de l'économie américaine, c'est-à-dire la croissance nominale. Or cette dernière est toujours supérieure au niveau des taux d'intérêt, donc le pays a les moyens de payer, d'autant plus avec le cycle de baisse des taux qui devrait se poursuivre», poursuit l'économiste de la banque privée genevoise.

La soutenabilité de la dette lui semble donc assurée pour l'instant, également car les ménages et entreprises américains disposent de davantage d'épargne qu'au moment de la crise financière de 2008. «Le compte courant des Etats-Unis est donc moins déficitaire qu'il y a 15 ans, ce qui signifie que le pays a moins besoin de se faire financer par l'étranger», détaille encore Samy Chaar.

Face à l'augmentation de leur dette, les Etats-Unis sont en quelque sorte sauvés par deux éléments, avance Maria Vassalou,



A Atlanta, en Géorgie, un panneau indique le montant «per capita» de la dette états-unienne. (8 AOÛT 2024/DEREK WHITE/GETTY IMAGES)

responsable du Pictet Research Institute, qui vient de publier un rapport sur la dette américaine: «Une capacité supérieure à innover, dans la technologie notamment, ce qui génère de la croissance et donc des revenus fiscaux pour rembourser la dette; et le rôle des Etats-Unis de principal fournisseur d'actifs sûrs, qui sont indispensables pour le système financier».

Enfin, le commerce international joue en faveur de Washington. Le reste du monde cherche à exporter ses produits et services vers les Etats-Unis, qui restent la principale source de demande sur la planète et paient en dollars. «Ceux qui reçoivent ces devises en rapatrient une partie mais sont aussi naturellement poussés à

investir une grande partie en titres de dette du gouvernement américain», reprend Samy Chaar, de Lombard Odier.

Est-ce qu'une élection de Kamala Harris ou de Donald Trump changerait quelque chose? «A court terme, chacun va augmenter le déficit, Trump en baissant les taxes et Kamala Harris en relevant les dépenses», répond Maria Vassalou, de Pictet. Mais l'élément clé demeure la croissance, si elle accélère, le problème de la dette disparaîtra. Dans les années 1950, le ratio dette/PIB s'est amélioré grâce à une accélération de la croissance réelle, à 4,4%. Actuellement proche de 2%, «si elle passe à 2,5 ou 3%, cela fera une grande différence sur la dynamique de

la dette», analyse la spécialiste, pour qui les prochaines quatre à cinq années seront cruciales.

**Risque surtout géopolitique**

Mais le risque à court et moyen terme est d'ordre géopolitique, selon l'ancienne professeur à l'Université de Columbia: «Les pays qui détiennent beaucoup d'actifs américains essaient de se distancier des Etats-Unis car le pays utilise le dollar comme une arme», par exemple pour imposer des sanctions. Les neuf pays du groupe BRICS+ (qui viennent de se réunir à Kazan) sont par exemple inscrits dans cette démarche. Ce mouvement est graduel mais «si les Etats-Unis émettent plus de dette et que le reste du monde tente de

prendre ses distances vis-à-vis d'elle, il s'ensuivra un risque de crise financière».

«Les Etats-Unis ne vont pas faire défaut sur leur dette, mais cela n'empêche pas qu'elle ait des conséquences potentiellement inquiétantes», enchaîne Charles-Henry Monchau, du groupe Syz. Le premier risque identifié par le responsable des investissements serait que les marchés financiers exigent des rendements supérieurs pour compenser les risques liés à ce surendettement (inflation future, poids de la charge d'intérêts, etc.).

**Hausse inexorable du franc**

Cette perspective rappelle l'éphémère gouvernement de Liz Truss au Royaume-Uni, emporté à l'été 2022 par la réaction très défavorable des marchés à la présentation de mesures budgétaires (baisses d'impôts non financées pour les grandes fortunes, augmentation du financement étranger de la dette notamment). «Dans une économie très endettée, lorsque les marchés financiers réclament des rendements de 6-7% au lieu de 4%, on fait face à un risque de krach immobilier, de baisse des actions, de menace pour les caisses de pension; tout le château de cartes s'effondre», analyse Charles-Henry Monchau.

A plus long terme, l'accroissement de la dette peut conduire à «une dévalorisation du dollar et à une perte de pouvoir d'achat, certes progressive, mais inexorable», poursuit notre interlocuteur. Depuis la fin du lien entre le dollar et l'or en 1971, ce «monetary debasement» a fait que 1 dollar de l'époque ne permettrait plus d'acheter qu'environ 15 cents à l'heure actuelle, ce qui équivaut à une baisse de 85% de son pouvoir d'achat. ■

PUBLICITÉ

WEBINAIRE

### L'élection présidentielle américaine décryptée

Vendredi 8 novembre 2024

De 16h à 16h45



Scannez le code QR  
ou rendez-vous  
sur [events.letemps.ch](https://events.letemps.ch)



LE TEMPS  
ORGANISATEUR

BCV  
AVEC LE SOUTIEN DE